

Situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques

CONSULTATION PUBLIQUE ARCEP

Contribution de la Ville de Montpellier

Juillet 2007

Question n°1

Depuis l'année 2000, la Ville de Montpellier dispose d'un réseau structurant « PEGASE » de 130 km de câbles de fibre optique. Celui-ci dessert l'ensemble des sites gros consommateurs ou producteurs de données (Universités, Hôpitaux, Centres de recherche, CROUS, Opéras, etc,etc...) et est constitué de fibre noire louée à des opérateurs ou tout utilisateur capable de gérer ses éléments actifs (ex : CNRS , Universités).

Depuis des décennies, la Ville de Montpellier pose également de façon systématique non seulement les fourreaux mis à disposition de France Télécom mais également des fourreaux surnuméraires dans toutes ses zones d'aménagement (25 000 logements soit environ 1 /4 de la population) .

Cette méthode mise en œuvre avant 1996, se poursuit.

Elle est donc propriétaire de ces infrastructures celles-ci n'ayant jamais fait l'objet de remises d'ouvrages.

Question N° 2

Documents ci-joint

Question N° 3

Sans objet

Question N° 4

La Ville de Montpellier souhaite tout d'abord rappeler que la gestion du domaine public routier doit rester dans un environnement législatif, réglementaire le plus simple possible. La multitude des occupants, des intervenants dans ce domaine impose également une gestion opérationnelle la plus claire possible, exempte d'ambiguïtés pouvant générer notamment des problèmes de sécurité.

Dans ce cadre, les réseaux de télécommunications doivent, en effet, rester repérables, distinguables facilement sur le terrain : distinguables des réseaux de courant forts, des réseaux d'assainissement, de gaz etc,etc...même abandonnés !

A ce titre, s'il paraît de bonne gestion du domaine public routier d'envisager l'utilisation d'ouvrages disponibles (galeries techniques, réseaux divers abandonnés...), l'attention de l'Autorité est attirée sur les risques induits d'une telle utilisation généralisée. Celle-ci ne doit, à notre sens, être préconisée que dans des situations exceptionnelles (passage d'ouvrages d'art par exemple) et lorsque des infrastructures de télécommunications n'existent pas.

L'attention de l'Autorité est également attirée sur la médiocrité actuelle de la connaissance précise des réseaux en place dans le domaine public routier, sur leur existence, sur leurs caractéristiques (position, dimensions, leur état de fonctionnement, etc,etc). Il est donc très difficilement envisageable d'établir des perspectives fiables de déploiement dans de tels réseaux. Ceci est encore plus vrai pour les réseaux abandonnés.

La solution des réseaux aériens présente quant à elle des avantages en matière de coût et de rapidité de déploiement. Néanmoins, elle présente également de nombreux inconvénients : techniquement, les caractéristiques mécaniques des supports ne permettent pas l'installation de câbles nombreux .Au-delà de cet aspect, la Ville de Montpellier souhaite, a contrario, la suppression progressive des supports aériens utilisés par EDF, par les opérateurs de télécommunications voire par ses propres réseaux d'éclairage public : il s'agit d'un enjeu environnemental et des sommes conséquentes y sont consacrées.

Ce n'est donc que de façon provisoire et limitée, que de telles solutions peuvent être adoptées dans des zones en voie d'urbanisation.

Par ailleurs, il convient de rappeler que ces supports sont, dans la majorité des cas, des ouvrages des concessions EDF et qu'à ce titre, les villes –concedantes et propriétaires, sont partie prenante à la contractualisation EDF/opérateurs. Une harmonisation des conventions et dispositifs techniques pourrait être utilement mise en œuvre au plan national.

Question N° 5

Une question importante posée par la présente consultation est effectivement celle de l'utilisation des infrastructures existantes (environ 250 km pour la ville de Montpellier).

Le linéaire important d'artères (300 000 km) et de fourreaux (env 1 000 000 km) nous conduit à un certain nombre de réflexions :

- ces linéaires montrent la valeur considérable de ces infrastructures (plusieurs milliards d'euros) .Il est donc économiquement indispensable de mutualiser ces infrastructures, l'économie nationale ne pouvant se satisfaire d'investissements pléthoriques. La Ville de Montpellier rejoint en cela les préoccupations de l'Autorité.
- le différentiel entre ces linéaires d'infrastructures permet d'envisager des disponibilités pouvant être mises sur le marché ; disponibilités constatées à l'occasion de relevés partiels sur le réseau montpellierain de France Télécom (de l'ordre de 30 %)
- Les infrastructures , propriétés des collectivités, peuvent participer à cet effort national de mutualisation.

- Pour autant, les collectivités ne doivent pas être soumises à des conditions techniques ou financières plus sévères que France Télécom : tarifs de location prenant en compte les investissements réalisés par la collectivité et les coûts de maintenance mais également les règles de disponibilité.
- Ces conditions financières ne doivent pas faire supporter par les collectivités, a priori, la charge d'un aménagement national du territoire et d'un développement national du marché des télécommunications. Dans ce cadre, les tarifs de mutualisation, s'ils devaient être encadrés, devraient représenter la réalité des coûts, la réalité des modes de financement des collectivités (et non de leurs clients !) sans oublier les frais de portages financiers sur des périodes longues en lieu et place des opérateurs. Les collectivités ont ensuite toute latitude pour établir des tarifs inférieurs en fonction de leur propre politique d'aménagement du territoire. Devra aussi être prise en compte la jurisprudence constante qui veut que les tarifs peuvent être établis en fonction des avantages qu'en retire le bénéficiaire (variables suivant les territoires, les périodes de déploiement etc) et non en fonction des seuls coûts de revient. C'est d'ailleurs ce principe qu'appliquent les opérateurs entre eux et il conviendra que les futurs textes prennent en considération les modèles économiques existants.

Dans le cas contraire, il s'agirait ni plus ni moins qu'un transfert de charges des opérateurs nationaux vers les collectivités locales, une entrave importante à la libre administration de ces dernières et enfin une fiscalisation de charges imputables au marché. Dès lors et dans un environnement économique de plus en plus contraint, il faudrait craindre un désengagement de certaines d'entre elles recréant ainsi une « fracture optique », contraire à l'objectif poursuivi.

- L'attention de l'Autorité est enfin attirée sur les dispositions qu'il conviendra de prendre afin d'éviter la création d'un marché « secondaire » spéculatif sur des infrastructures louées aux collectivités : ceci serait d'autant plus choquant que les tarifs seraient encadrés à des niveaux inférieurs aux coûts de revient et de maintenance.

Question N° 6

Les bases de ce volume sont établies sur le linéaire de fourreaux propriétés de la ville et sur les tarifs de location adoptés par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

- tarif de location (part investissement seul) : 2,55 €/ml/an
- tarif de location pour FTTH/FTTB : 1,60 €/ml/an

Question N° 7

S'agissant de la crainte de l'autorité que des tarifs trop élevés incitent les opérateurs à établir leur propre génie civil, la ville de Montpellier rejoint l'Autorité sur sa conclusion que ce risque est limité. En effet, un partage des infrastructures, même loué à un tarif proche du coût de revient, permet un développement rapide, sans

mobilisation des fonds d'investissement correspondant, sans diverses autorisations à obtenir.

La question des techniques de génie civil allégé doit être appréhendée de façon globale. Comme la ville de Montpellier a déjà eu l'occasion de le souligner, l'intérêt de telles techniques pour le développement du territoire et du marché des télécommunications ne doit pas faire oublier que le domaine public notamment routier doit répondre à de nombreuses autres fonctions. Il ne s'agit donc pas de sacrifier la gestion de ce domaine à des demandes, par ailleurs légitimes, des opérateurs. C'est une réflexion globale à laquelle la Ville de Montpellier est prête à s'associer en prenant en compte les principes d'égalité de traitement des occupants du domaine public, de la sécurité ou plus globalement des responsabilités, des contraintes imposées aux autres occupants et enfin la réalité de la gestion opérationnelle.

La réflexion ne doit pas se limiter à l'établissement de normes de mise en œuvre.

Question N° 8

La Ville de Montpellier privilégie une régulation par les fourreaux. Il conviendra néanmoins de fixer des règles claires permettant d'éviter une occupation infondée de ces fourreaux par un opérateur, occupation à but spéculatif ou dans un but de blocage du système concurrentiel.

Cette régulation devra fixer les disponibilités, a priori ; les opérateurs alternatifs devant néanmoins gérer X % de l'artère, X restant très inférieur à 50. Dès lors, des dispositifs de régulation supplémentaires doivent être mis en place.

Tous ces dispositifs devront être également fixés pour les nouvelles infrastructures : la solution la plus simple paraît être pour ces infrastructures et adductions d'imposer la pose de 2 fois le nombre de fourreaux occupés par l'opérateur initial. Il conviendra dans cette esprit que les adductions respectent ces mêmes règles.

Question N° 9

L'offre LGC ZAC de France Télécom fait une hypothèse de remise gratuite des fourreaux par les collectivités à France Télécom. Cette hypothèse est récusée par la Ville de Montpellier pour plusieurs raisons.

La première remarque a trait au principe même de remise de ces fourreaux à France Télécom, société de droit privé qui serait donc privilégiée vis-à-vis de ses concurrents. Il peut être utile à ce propos de rappeler que s'il existe un service universel, il n'existe en revanche pas de réseau universel.

La seconde remarque a trait aux règles applicables en matière d'aide financière aux entreprises ce qu'une telle remise gratuite constituerait : là encore, la société France Télécom serait placée en situation particulière.

La troisième remarque est relative aux approches financières déjà développées en question n° 5.

La quatrième remarque porte , à nouveau , sur les risques très importants de création d'un marché secondaire , spéculatif et hors régulation .

Une régulation par les fourreaux suppose également que soient contrôlés les tarifs pratiqués lors des transactions